

Flux d'armes vers le Congo

Depuis près de trois ans, plusieurs armées s'affrontent sur le territoire de la République démocratique du Congo (RDC), l'ancien Zaïre. D'un côté, nous trouvons le gouvernement de Kinshasa, dirigé par Laurent Kabila, puis son fils Joseph, et soutenu par les armées du Zimbabwe, d'Angola et de Namibie, ainsi que par diverses milices hutu et maï-maï. En face, la rébellion est composée actuellement du Front de libération du Congo, soutenu par l'Ouganda, et du Rassemblement congolais pour la démocratie, tendance Goma, bénéficiant de l'aide du Rwanda. Les armées de ces deux pays, ainsi que celle du Burundi, occupent le nord et l'est de la RDC, soit environ la moitié du territoire congolais, où elles se livrent à un pillage en règle des ressources locales, décrit dans un récent rapport de l'ONU. Un autre acteur majeur du côté de la rébellion est l'UNITA, qui a été impliquée dans des combats contre le gouvernement de Kinshasa et semble maintenir des bases arrières au Congo, alors qu'elle est actuellement en pleine offensive en Angola même.

Ce conflit meurtrier (qui aurait déjà provoqué environ trois millions de morts dans l'est du Congo uniquement¹) est mené avec des armes qui ne sont pas produites dans le pays et sont donc importées, le plus souvent illégalement, ou amenées par les armées étrangères pour leur propre usage ou celui de leurs alliés.

Kabila & friends

Côté gouvernemental, le principal soutien vient du Zimbabwe qui livre à Kinshasa des armes produites par sa propre industrie de défense, les *Zimbabwe Defence Industries* (ZDI) ou agit en intermédiaire en important des armes, notamment chinoises et bulgares, avant de les réexpédier au Congo. Notons que le Rwanda et les Etats-Unis accusent

aussi l'Inde, l'Iran et un pays arabe non identifié d'alimenter Kinshasa en armement.

Le Zimbabwe est quant à lui surtout dépendant de la Russie, de la Chine et de la Slovaquie pour ses importations d'armes, notamment d'hélicoptères d'assaut et d'avions de combat. Depuis la fin de l'apartheid, le Zimbabwe s'approvisionnait surtout en Afrique du Sud mais, depuis 1999, Pretoria affirme ne plus livrer d'armes "létales" aux pays impliqués dans la guerre de RDC. Le Zimbabwe est également soupçonné d'entraîner et d'armer des Hutu rwandais et burundais insurgés contre leurs gouvernements respectifs.

L'autre soutien majeur de Kinshasa est l'Angola qui, en guerre presque ininterrompue depuis plusieurs décennies, a accumulé de prodigieuses quantités d'armement. Ses principaux fournisseurs seraient des pays de l'ex-URSS, dont la Russie, la Bélarus et l'Ukraine. Notons également que le Portugal, ancienne puissance coloniale, songerait à doter le pays d'une industrie de

défense et que la firme sud-africaine Executive Outcomes a longtemps épaulé l'armée angolaise dans la protection de ses installations minières et pétrolières. Cette firme, aujourd'hui dissoute, est également intervenue au début du conflit congolais où elle a repoussé une attaque rwandaise visant à s'emparer du barrage d'Inga, approvisionnant une grande partie du pays en électricité.

Le club anti-Kabila

Dans l'autre camp, les rebelles actifs en RDC sont approvisionnés en armes par leurs principaux sponsors, l'Ouganda et le Rwanda. En 1998 surtout, les autorités de Kigali ont débarqué, outre leurs troupes, des milliers de tonnes d'armes lourdes et légères sur l'aéroport de Goma et diverses pistes du Kivu. Des compagnies aériennes privées sont également impliquées dans des trafics d'armes au profit des insurgés, notamment la firme *Transavia Travel Agency* appartenant au Tadjik Victor Bout, probablement le plus gros contrebandier d'armes actuellement actif sur le continent africain et dont le parcours a croisé



celui de plusieurs trafiquants belges.² Notons également que les rebelles, ou leurs alliés rwandais et ougandais, ont réussi plusieurs fois à s'emparer d'armes des forces congolaises, à l'issue de combats ou en les détournant en cours de route.

De 1995 à 1998, le Rwanda a surtout été dépendant de livraisons sud-africaines pour équiper son armée. La Russie serait maintenant un de ses principaux fournisseurs, notamment en avions de chasse et hélicoptères d'assaut russes, dont les pilotes sont formés par Israël. Les Etats-Unis, par le biais de leurs Béréts verts et de la firme MPRI, de droit privé, mais agissant sur ordre du Pentagone, entraînent également des unités d'élite de l'armée rwandaise. Le président Kagame s'est récemment rendu à Washington pour demander la poursuite de ces programmes, initiés sous la présidence de Clinton. Les Etats-Unis ont également livré en 1999 un radar de surveillance aérienne ARSR-70 et des installations associées, un bien typiquement à double usage, civil et militaire.

L'armée ougandaise a également été formée par les Etats-Unis, par le biais de deux programmes spécifiques, le *Joint/Combined Exchange Training* (JCET) et l'*African Crisis Response Initiative* (ACRI). Fin 1998, Kampala a importé des dizaines de chars T-55 ukrainiens, par l'intermédiaire d'un trafiquant israélien, Amos Golan. Comme au Rwanda, Israël forme des pilotes ougandais au maniement d'hélicoptères d'assaut achetés en Russie. D'autre part, comme le Zimbabwe ou le Kenya³, l'Ouganda est en train de se doter d'une industrie militaire. Au moins quatre firmes de production, de commercialisation ou de maintenance d'armement ont été récemment créées. La principale, la *Nakasongola Arms Factory*, appartient à des intérêts chinois. Enfin, relevons qu'il est souvent impossible de déterminer le destinataire final, Rwanda, Ouganda ou rebelles congolais, de nombreuses cargaisons d'armes arrivant dans le port tanzanien de Dar-es-Salam.

Peu d'informations filtrent sur les livraisons d'armes au Burundi, qui continue à nier son engagement militaire au Sud-Kivu et a été soumis jusqu'en 1998 à un

embargo régional portant notamment sur les armes. Relevons quand même la saisie en octobre 1999 de 560 tonnes d'armes chinoises, surtout légères, par les douanes ougandaises qui n'avaient pas été informées du transit de ce matériel par leur territoire.

A l'heure où le processus de paix au Congo semble enfin enregistrer quelques avancées, il est temps que les Etats, l'ONU et les organisations régionales se dotent d'outils permettant de lutter effectivement contre le fléau du trafic d'armes.

Enfin, l'UNITA s'est dotée d'une puissance de feu supérieure à la majorité des Etats africains au cours de décennies de guerre contre le pouvoir central. Avec la complicité de plusieurs dirigeants africains et de diamantaires belges et israéliens, son contrôle des champs de diamants lui a longtemps permis de financer ses achats d'armes, en dépit de l'embargo des Nations Unies auquel elle est soumise. Après avoir partagé avec les Hutu rwandais des filières sud-africaines de trafic d'armes, les rebelles angolais se sont ralliés au gouvernement rwandais quand celui-ci est entré en guerre contre Kinshasa. Kigali serait depuis devenue la plaque tournante de l'approvisionnement en armes de l'UNITA. Son armement, dont une vaste panoplie de tanks, d'armes lourdes, d'hélicoptères d'assaut et même d'avions de chasse, est surtout d'origine bulgare et ukrainienne, mais aussi russe et sud-africaine. Pour ache-

Pour plus de détails, voir
"La guerre du Congo-Kinshasa",
Rapport du GRIP 99/2



rue Van Hoorde, 33
B-1030 Bruxelles
tél. ++32 2 240 11 51 ;
++ fax 32 2 245 19 33 ;
e-mail : g.berghezan@grip.org

ter ses armes, elle a eu fréquemment recours à de faux certificats d'utilisateur final ("*end user*") fournis auparavant par le Zaïre de Mobutu, puis les autorités togolaises et burkinabé. Des firmes privées, dont la britannique *Air Atlantic Cargo* et *Air Cess*, appartenant à Victor Bout, sont impliquées dans le transport des armes vers les territoires tenus par l'UNITA.

En conclusion, nous constatons que, par de multiples livraisons d'armes, la guerre en RDC, et celle d'Angola qui lui est liée, ont été favorisées par plusieurs facteurs, dont :

- le développement d'une industrie locale produisant munitions et armes légères,
- les énormes quantités d'armes dont ont hérité les pays d'Europe de l'Est après la guerre froide,
- le rôle ambigu des Etats-Unis qui semblent avoir soutenu le projet rwandais et ougandais de renversement du régime de Kabila,
- l'impunité dont bénéficient les trafiquants internationaux d'armes, du fait que les appareils judiciaires de la plupart des pays ne poursuivent pas les individus se livrant à de telles activités si les armes ne transitent pas par leur territoire,
- la porosité des frontières africaines, due à l'absence d'instruments modernes de surveillance,
- la facilité avec laquelle des certificats *end user* sont falsifiés et le manque de contrôle par les États producteurs du respect de la clause de non-réexportation.

A l'heure où le processus de paix au Congo semble enfin enregistrer quelques avancées, il est temps que les Etats, l'ONU et les organisations régionales se dotent d'outils permettant de lutter effectivement contre le fléau du trafic d'armes.

Georges Berghezan

¹ Selon l'étude de l'*International Rescue Committee*, voir *International Herald Tribune* 2/05/01.

² Bout a été particulièrement épinglé par les rapports de l'ONU publiés en 2000 et consacrés aux violations des sanctions décrétées à l'encontre de l'UNITA et du RUF sierra-léonais. Ces documents sont disponibles sur le site du GRIP www.grip.org.

³ où l'usine de munitions d'Eldoret a été construite grâce à une licence belge de la FN.